



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-deuxième session

2-4 novembre 2020¹

Répercussions de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture en Europe et en Asie centrale et action menée par la FAO pour y faire face

Résumé

- La covid-19 a eu des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire ainsi que sur la demande alimentaire en Europe et en Asie centrale. Une crise alimentaire majeure a jusqu'à présent été évitée et les systèmes alimentaires ont fait preuve de flexibilité. Cependant, cette flexibilité pourrait atteindre ses limites en cas de crise prolongée et une rupture ultérieure des systèmes alimentaires ne peut être exclue. Aujourd'hui, le problème le plus urgent pour les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en Europe et en Asie centrale est d'ordre financier.
- Les répercussions de la covid-19 sur les systèmes alimentaires sont variables dans cette région. L'agriculture est toutefois l'un des secteurs les moins touchés de l'économie dans la région et la disponibilité alimentaire à court terme n'est pas compromise. Ce secteur pourrait d'ailleurs devenir l'un des principaux moteurs de la relance économique en disposant d'un soutien technique et financier satisfaisant.
- La covid-19 a mis à nouveau en évidence l'importance de résoudre les problématiques de production alimentaire locale et de consommation durable des ressources naturelles locales pour garantir la sécurité alimentaire pour tous. Elle a également démontré ce que l'on pouvait espérer du passage au numérique et des échanges d'informations.
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a soutenu les pays de la région: i) en réaffectant et en drainant de nouvelles ressources pour comprendre les effets négatifs de la pandémie sur les systèmes alimentaires et pour y faire face; ii) en œuvrant avec les équipes de pays des Nations Unies pour élaborer des plans d'action immédiate visant à subvenir aux besoins urgents et à «reconstruire en mieux»; iii) en mettant au point des outils d'analyse et des produits d'information dans l'optique de protéger les chaînes d'approvisionnement alimentaire et la sécurité alimentaire; iv) en encourageant la mise en commun des connaissances et le dialogue sur les politiques.

¹ Session initialement prévue du 5 au 7 mai 2020, à Tachkent (Ouzbékistan).

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

- Reconnaître les mesures prises jusqu'à présent par la FAO dans la région pour aider les Membres à faire face aux répercussions sociales, économiques et environnementales de la pandémie.
- Approuver les modifications proposées aux aspects mis en avant dans la programmation pour aider les Membres à se relever face aux répercussions sociales et économiques de la pandémie et dans le cadre du programme d'action régionale pour y donner suite, telles qu'elles sont présentées aux paragraphes 36 à 38.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Europe

ERC-ECA-Secretariat@fao.org

I. Introduction

1. Fin septembre 2020, la covid-19 a coûté la vie à plus d'un million de personnes dans le monde et a affecté le fonctionnement et les résultats des systèmes alimentaires aux quatre coins du globe, y compris en Europe et en Asie centrale. La FAO a ajusté son activité dans la région et dans les pays pour fournir un soutien adapté dans l'élaboration, l'évaluation et le suivi des actions mises en œuvre pour y faire face.

2. Le présent document fait le point sur le soutien apporté par l'Organisation dans la région et sur les actions pertinentes visant à surmonter cette crise sans précédent. Ces éléments viennent compléter les priorités régionales globales de l'exercice biennal 2020-2021, telles qu'elles sont exposées dans le document «Résultats et priorités de la FAO dans la région» (ERC/20/5 Rev.1)², et visent à assurer une pleine intégration avec les approches à court, moyen et long terme dans la région. Ce document s'articule en trois parties:

- La partie II fournit un aperçu des répercussions de la covid-19 dans la région concernant les systèmes alimentaires.
- La partie III établit une synthèse des actions régionales pour y faire face et des aspects mis en avant dans la contribution régionale au titre du cadre de programmation général.
- La partie IV dresse quelques conclusions comprenant des mesures pour les pays et la FAO.

II. La covid-19 en Europe et en Asie centrale et son système alimentaire

3. Au début de la crise de la covid-19 et au moment de l'application des mesures de confinement dans la région, la FAO a commencé à entreprendre un suivi étroit de la situation au niveau des pays et à fournir une aide adéquate pour évaluer la situation et fournir aux bureaux des pays des solutions opportunes pour faire face à la situation. Les évaluations et les suites qui sont données sont étroitement coordonnées avec les partenaires. Au moment de la rédaction du présent document, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une contraction de 3,5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) en 2020 en Asie centrale et dans le Caucase, de 5,4 pour cent en Europe orientale et de 6,5 pour cent en Europe. Cependant, la production agricole devrait légèrement augmenter selon les estimations préliminaires régionales.

4. L'Organisation des Nations Unies (y compris la FAO) déploie des efforts considérables pour surmonter cette crise. Depuis le début, son action est fondée sur trois piliers³: i) une riposte sanitaire globale et coordonnée à grande échelle, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui consiste à faire face à la covid-19 en tant qu'urgence sanitaire; ii) une stratégie tenant compte des dimensions immédiates de la crise sur les plans socioéconomique, humanitaire et des droits de l'homme; iii) l'élaboration de plans d'action coordonnés à l'échelle des pays pour appliquer immédiatement des mesures visant à accélérer la relance et «reconstruire en mieux».

5. La FAO prend une part active dans ces actions, en améliorant notre compréhension de la situation et en formulant des recommandations spécifiques pour atténuer les répercussions socioéconomiques de la pandémie, garantir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des

² Pour en savoir plus, consulter le document ERC/20/5 Rev.1 «Résultats et priorités de la FAO dans la région» disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/nc229fr/nc229fr.pdf>.

³ ONU. 2020. Riposte de l'ONU face à la COVID-19. Dans: *Organisation des Nations Unies* [en ligne]. <https://www.un.org/fr/coronavirus/UN-response>.

personnes les plus vulnérables, comprendre l'origine et la propagation du virus et veiller à l'application du principe commun «Un monde, une santé».

6. Conformément au *Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19*⁴, les bureaux de pays de la FAO dans la région procèdent au suivi du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire pendant la crise. La FAO a procédé à des évaluations d'impact socioéconomique de la covid-19 dans le secteur agroalimentaire et mène et publie régulièrement des enquêtes rapides sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire depuis avril 2020 pour assurer un suivi de leur fonctionnement. L'Équipe spéciale chargée de la covid-19 du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a élaboré différents outils et méthodologies (pour en savoir plus sur les outils, voir ci-dessous la partie sur les actions pour faire face à la situation), dont des enquêtes rapides (voir les paragraphes 25 à 27 pour de plus amples détails sur la méthodologie). Les enquêtes rapides se sont avérées très efficaces pour déceler les problèmes, avec un intérêt établi pour la région une fois ces éléments recoupés avec d'autres sources d'information, telles que les évaluations d'impact socioéconomique. Des analyses et des informations détaillées relatives à ces enquêtes rapides ont été publiées régulièrement dans des notes de synthèse sur la situation régionale du marché alimentaire⁵ dans le cadre de la riposte à la pandémie de covid-19. Ces travaux ont permis de constater que les systèmes alimentaires dans la région s'étaient adaptés en dépit des bouleversements.

7. Si la crise alimentaire et agricole a jusqu'à présent été évitée, les résultats issus des activités de suivi mettent en évidence une dégradation en cours de la situation financière des opérateurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire, ce qui compromet les résultats financiers du secteur agricole et la possibilité de voir l'agriculture devenir un moteur de la relance économique. Sachant que la production de 2020 est proche des niveaux records et que les rapports stocks-utilisation sont élevés, la situation est encourageante sur le plan de la disponibilité alimentaire, mais les prix agricoles pourraient amorcer une tendance à la baisse à mesure que la région entre en récession économique.

8. Dans la région, la FAO constate que les problèmes liés à la covid-19 fluctuent au gré de l'évolution de la pandémie. Au début des mesures de confinement, les opérateurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire ont subi des difficultés liées aux disponibilités des intrants (y compris aux disponibilités de main-d'œuvre), au transport, au stockage, aux ventes et aux flux de trésorerie. Ces problèmes ont particulièrement touché les animaux d'élevage (y compris les poissons), les fruits et les légumes, les céréales, les légumes secs et les pommes de terre. Dans l'Union européenne, la pénurie de travailleurs migrants saisonniers a perturbé temporairement les activités agricoles, mais les pays ont facilité l'octroi de permis de travail ou de congés prolongés pour qu'ils puissent rester sur le territoire. En effet, les mois passant, la plupart des problèmes initiaux résultant des mesures d'enrayement de la pandémie dans le secteur agricole se sont estompés grâce aux enseignements tirés par les pouvoirs publics et les opérateurs dans la lutte contre la pandémie. Néanmoins, quelques problèmes, en particulier les problèmes financiers, se sont aggravés.

9. Dans les premiers temps de la pandémie, le commerce transfrontière a particulièrement préoccupé les opérateurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Le renforcement des contrôles de la sécurité sanitaire des aliments qui a été imposé par les pays importateurs a temporairement entraîné des pertes pour un certain nombre d'exploitants agricoles qui exportent leurs produits, tels que les éleveurs d'agneaux dans les Balkans occidentaux et les producteurs de fruits et de légumes cultivés sous serre en Arménie. La création de voies vertes a facilité la circulation de marchandises et la situation dans les transports est revenue à la normale en juin.

10. La perturbation des marchés nationaux, qui a notamment été provoquée par les mesures de distanciation physique et la fermeture temporaire des marchés de plein air et d'élevage, a également eu des répercussions sur les producteurs de denrées alimentaires, notamment de produits périssables et de haute valeur, tels que les légumes et la viande. Les ventes de denrées alimentaires ont également été touchées de manière importante (et ont même parfois été totalement interrompues) par les restrictions

⁴ Pour en savoir plus, consulter <https://unsdg.un.org/fr/resources/cadre-des-nations-unies-pour-la-reponse-socio-economique-immediate-la-covid-19>.

⁵ Pour en savoir plus, consulter <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cb0450en>.

frappant les hôtels, les restaurants et les entreprises de restauration, y compris pendant le pic de la saison touristique estivale de 2020.

11. À l'échelle des exploitations, les producteurs agricoles ont fait état de problèmes initiaux liés à la disponibilité des semences et des engrais, notamment au Kirghizistan et au Tadjikistan, mais des donateurs ont mobilisé des ressources pour subvenir à leurs besoins. Les éleveurs ont quant à eux rencontré des problèmes d'accès aux aliments et aux médicaments pour le bétail ainsi qu'aux produits vétérinaires, principalement dans les pays importateurs de ces produits. Fait notable, les mesures de confinement ont affaibli temporairement la capacité des services vétérinaires (y compris des prestataires privés, le cas échéant) à surveiller les maladies, à mener leurs campagnes de vaccination et à faire face aux apparitions de foyers.

12. Seuls quelques agriculteurs ont fait part de problèmes liés à la disponibilité du carburant, des outils, du matériel et des services d'assistance technique ou de conseil. Des informateurs clés ont également observé une augmentation des prix des intrants (et du fret), qui est attribuable à la fluctuation des taux de change et aux coûts supplémentaires rattachés aux mesures de prévention de la covid-19. En dépit de préoccupations initiales relatives à la disponibilité de la main-d'œuvre, en juin 2020, la plupart des personnes interrogées dans la région n'ont signalé aucun problème et plus de 80 pour cent d'entre elles ont constaté une fluctuation normale des salaires. Dernièrement, seuls le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont signalé des baisses importantes de salaires (plus de 50 pour cent en juin), qui seraient liées à une réduction des possibilités d'emploi et à une offre excessive en main-d'œuvre de migrants retournant dans leur pays.

13. Plus récemment, des agriculteurs ont fait état de difficultés financières liées à l'effet conjugué d'une baisse des ventes, d'une hausse des coûts relatifs aux intrants et de retards de paiement. La moitié des personnes contactées en juin ont déjà eu besoin d'appliquer des stratégies lourdes de conséquences pour faire face à la situation et joindre les deux bouts, en vendant des actifs, en ne répondant pas à leurs obligations contractuelles ou en réduisant leurs dépenses alimentaires. La moitié des petits agriculteurs n'ont déclaré aucun problème financier, ce qui montre leur résilience en période de crise économique. Cependant, même si la covid-19 n'occasionne pas de faillite, elle fait surgir de sombres perspectives qui ne leur offriront pas les conditions suffisantes pour sortir de la pauvreté.

14. La covid-19 a non seulement eu des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire, mais aussi sur les revenus des ménages, les habitudes de consommation alimentaire et les préférences des consommateurs. Les migrations saisonnières sont essentielles pour les populations vulnérables, car elles leur offrent les moyens de subvenir à leurs besoins élémentaires. En République de Moldova, par exemple, l'envoi de fonds représente 16 pour cent du PIB. Selon les estimations provisoires de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui indiquent une baisse de 20 pour cent dans la région, les répercussions sont importantes sur les niveaux de pauvreté. De plus, les confinements sont vecteurs de chômage et de sous-emploi, ce qui aura également une incidence sur les revenus des ménages dans la région. La baisse de ces revenus aura des répercussions sur la demande alimentaire.

15. Les paniers d'achats des consommateurs ont déjà changé et il a par exemple été constaté une hausse de la demande de denrées alimentaires congelées et en conserve, de sucre, d'huile et de farine. Au début de la pandémie, les consommateurs ont eu tendance à préférer les achats en grandes quantités, les livraisons à domicile, le commerce en ligne, les plats préparés et les plats à emporter pour porter la distanciation physique à son maximum et réduire les risques de contagion.

16. La fermeture des marchés de plein air, des étals destinés à la vente d'aliments et des restaurants a également entraîné une hausse de la demande de denrées alimentaires provenant des supermarchés et des grandes surfaces. Par crainte de voir les prix augmenter de manière excessive, les gouvernements de plusieurs pays, y compris de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et de l'Ukraine, ont temporairement gelé les prix des denrées alimentaires. Comme les supermarchés et les grandes surfaces s'approvisionnent auprès de fournisseurs avec lesquels ils ont établi des arrangements contractuels, la plupart des exploitants agricoles et des commerçants qui ont vu leurs points de vente fermer (tels que les marchés de plein air) n'ont pas pu vendre leurs produits.

17. Alors qu'il est de plus en plus difficile de rapprocher l'offre de la demande et de la fournir là où le besoin s'en fait le plus sentir, la pandémie a aggravé cette situation. Beaucoup de raisons différentes peuvent expliquer les pertes et les gaspillages de denrées alimentaires parfaitement comestibles, y compris les pénuries de main-d'œuvre migrante saisonnière, les productions excédentaires, les annulations de commandes, les fermetures d'usines de transformation des aliments et d'hôtels, de restaurants et d'entreprises de restauration, et les restrictions à l'exportation. De plus, en raison du chômage et des pertes de revenus, les banques alimentaires et les organismes caritatifs ont intensifié leurs opérations de distribution de denrées alimentaires aux groupes de consommateurs les plus vulnérables et les plus touchés. Il est raisonnable de présumer que les effets se ressentiront en 2021, d'autant qu'un grand nombre de petites entreprises des secteurs de l'alimentation feront faillite. L'accroissement des risques de pertes et de gaspillages alimentaires (et leur niveau réel) portera préjudice à la sécurité alimentaire des ménages à faibles revenus et des petits exploitants agricoles, à l'économie des systèmes alimentaires et à l'environnement.

18. En raison de la fermeture des établissements scolaires et des autres environnements institutionnels, des enfants et d'autres personnes vulnérables ont été privés d'accès à leur seul repas de la journée qui constitue une source importante d'alimentation et de nutrition. Si la région n'a jusqu'à présent pas été exposée à une insécurité alimentaire grave, les répercussions à plus long terme sur la nutrition et sur la sécurité alimentaire sont encore mal comprises.

19. La pandémie de covid-19 entraîne des difficultés considérables dans les régions rurales où la situation est déjà difficile et où résident la plupart des personnes les plus démunies et les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans la région Europe et Asie centrale. Les mesures de confinement ont mis en évidence la vulnérabilité des femmes à l'égard des emplois non agricoles, car elles dépendent davantage, en comparaison avec les hommes, des transports publics pour se rendre sur leur lieu de travail. La covid-19 a également touché davantage les générations les plus âgées dans les zones rurales, en particulier les personnes âgées de plus de 65 ans qui non seulement craignaient de quitter leur domicile pour travailler en dehors des exploitations agricoles, mais qui ont été licenciées.

20. Plus récemment, alors que la covid-19 suscitait initialement des craintes quant aux répercussions négatives importantes sur l'agriculture, de plus en plus d'éléments montrent non seulement que l'agriculture résiste face à la crise⁶, mais qu'elle pourrait enregistrer une croissance par rapport à 2019. Par exemple, en Bosnie-Herzégovine, les semis de printemps ont été plus importants qu'à l'occasion de l'année 2019 alors que cette saison a été celle des confinements. De plus, selon les données communiquées, les récoltes sont exceptionnelles en Serbie et on s'attend à ce que les secteurs de l'agriculture enregistrent une croissance satisfaisante en Géorgie, au Tadjikistan et en Turquie.

21. Selon les résultats préliminaires des études menées par la FAO en collaboration avec le Groupe de travail permanent sur le développement rural régional en Europe du Sud-Est, ce n'est pas tant la covid-19, mais ce sont les conditions météorologiques qui influent sur la production végétale cette année dans les Balkans occidentaux, car elles ont été favorables à la croissance des cultures. Si les estimations actuelles de croissance de l'agriculture se concrétisent, les décideurs politiques devraient examiner la possibilité d'en faire un pilier de la relance économique dans la région. Il apparaît clairement qu'il est avant tout nécessaire de mener des recherches pour comprendre les contributions relatives des facteurs sous-jacents de ces résultats, y compris le rôle de la covid-19, avant de pouvoir élaborer des stratégies de relance nationales basées sur l'alimentation et l'agriculture.

22. En septembre 2020, le problème le plus urgent des chaînes d'approvisionnement alimentaire dans la région Europe et Asie centrale est un problème d'ordre financier. Au début de la pandémie, les problèmes financiers ont davantage touché les acteurs en aval des chaînes d'approvisionnement, à savoir les grossistes et les détaillants, compte tenu notamment des perturbations frappant les flux de marchandises et des dépenses alimentaires prudentes des consommateurs. Les problèmes logistiques, en particulier le stockage des produits agroalimentaires de haute valeur, ont contraint dans de nombreux cas les entreprises de transformation d'aliments à rompre leurs arrangements contractuels avec les exploitants agricoles concernant la livraison de leur production (par exemple en Arménie) ou ont retardé

⁶ Pour en savoir plus, consulter le numéro de juin 2020 du bulletin *Perspectives de l'alimentation* à l'adresse <http://www.fao.org/3/cb0606fr/CB0606FR.pdf>.

le paiement des fournisseurs (Macédoine du Nord). Plus récemment, ces perturbations ont créé en amont des problèmes logistiques et financiers qui affectent désormais l'ensemble des chaînes d'approvisionnement.

23. Les problèmes financiers aux différents stades des chaînes d'approvisionnement, qui en eux-mêmes limitent les possibilités d'octroi vertical de crédits par des acteurs de la chaîne de valeur, sont aggravés, d'après des informateurs clés, par la réticence des banques commerciales à restructurer les dettes ou à accorder des crédits supplémentaires (Ukraine). Selon l'enquête rapide, les chaînes de valeur des animaux d'élevage ont été davantage touchées cet été que les chaînes de valeur des fruits et légumes, mais les problèmes financiers tendent à s'aggraver partout pour tout le monde, y compris pour les consommateurs. Le «nivellement vers le bas» qui pourrait se mettre en place pendant la récession (soit une réduction des dépenses relatives aux normes de sécurité sanitaire des aliments pour maintenir l'activité) imposera un suivi étroit de la part des autorités nationales compétentes.

24. La covid-19 a doublement frappé le secteur public. D'une part, les gouvernements ont répondu à l'urgence sanitaire et aux besoins (y compris aux besoins alimentaires) des groupes vulnérables, ont maintenu les revenus des ménages (en versant des allocations de chômage) et ont allégé la charge financière des entreprises (en appliquant des exonérations fiscales et en retardant le remboursement de leurs dettes). D'autre part, ils ont vu leurs recettes fiscales baisser fortement. Dans les régions rurales, les pays ont appliqué différentes mesures d'aide: une levée des restrictions à la mobilité pour les activités agricoles, des voies vertes pour faire circuler les denrées alimentaires, un soutien financier en faveur des entreprises et des groupes vulnérables, un allègement de la pression fiscale, un report du remboursement des dettes et l'élaboration de solutions innovantes, telles que la promotion des ventes en ligne. Il reste à évaluer l'efficacité de ces mesures, mais les enseignements dépendront des contextes, car il s'agit du type d'information dont on a besoin et de l'approche à suivre pour mettre en place un confinement. Le degré de pénétration des programmes de protection sociale dans les régions rurales n'est pas clairement établi, mais les informations recueillies lors d'un webinaire organisé par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale ainsi que les réponses des informateurs clés à l'enquête rapide laissent entendre que la couverture a jusqu'à présent été médiocre.

III. Actions de la FAO, des bureaux régionaux et des pays pour faire face à la covid-19

Actions aux niveaux régional et national

25. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a créé en avril une Équipe spéciale chargée de la covid-19 pour coordonner l'approche programmatique dans la région. Cette équipe a élaboré un ensemble de mesures national pour aider les bureaux de pays de la FAO à faire face à la pandémie. Ces mesures incluaient une enquête rapide sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire, des directives méthodologiques pour l'évaluation d'impact socioéconomique de la covid-19, des directives relatives au déploiement de ressources humaines et financières et des produits d'information.

26. Dans le cadre de l'enquête rapide sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire, près de 500 informateurs clés aux différents stades des chaînes d'approvisionnement dans 18 pays de la région (fournisseurs d'intrants, agriculteurs, entreprises de transformation, grossistes et détaillants) sont régulièrement contactés pour évaluer le fonctionnement des principales chaînes de valeur agroalimentaires, telles que les céréales, les animaux d'élevage, les fruits et les légumes, les produits laitiers et les poissons.

27. Au moment de la rédaction de ce rapport, plusieurs cycles d'enquête ont pu être menés (entre avril et septembre 2020) dans la région et l'exercice se poursuivra tant que l'incertitude prédominera concernant le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les principales

constatations et recommandations de l'enquête ont apporté des contributions pour les évaluations d'impact socioéconomique propres à chaque pays, des données empiriques pour la production de deux notes de synthèse sur la situation régionale du marché alimentaire (avril et juin 2020) et des données de référence pour examiner les questions lors des réunions et des événements régionaux.

Collaboration de la FAO avec le système des Nations Unies et les autres acteurs dans la région

28. De plus, la FAO dans la région a permis aux pays d'apprendre les uns des autres en organisant régulièrement des webinaires sur des sujets pertinents pour la sécurité alimentaire, tels que les répercussions de la covid-19 sur les petits exploitants agricoles, la protection sociale et le commerce agricole. Dans ce contexte, des dialogues régionaux avec des représentants d'organisations de la société civile et du secteur privé ont été organisés pour comprendre les conséquences et favoriser une riposte multipartite.

29. La collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies, qui ont été mobilisées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour faire face à la pandémie dans le cadre de l'action coordonnée de l'ONU, est essentielle dans la région. L'Équipe spéciale chargée de la covid-19 du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale a élaboré des lignes directrices méthodologiques pour les évaluations d'impact socioéconomique de la covid-19 dans le secteur agroalimentaire, qui sont en pleine adéquation avec le *Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19* et la note de synthèse du Secrétaire général sur l'impact de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition⁷. De plus, la FAO a publié des rapports réguliers sur la situation des pays, des évaluations rapides et des études spécifiques (comme celle sur les serres en Arménie), soit seule (par exemple en Azerbaïdjan) ou en collaboration avec d'autres organisations (telles que le Programme alimentaire mondial au Tadjikistan) pour répondre aux besoins propres aux pays.

30. La FAO, en collaboration étroite avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'OMS, l'UNICEF, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a accéléré pendant la pandémie la création d'une coalition thématique sur les systèmes alimentaires durables⁸, qui soutient actuellement les équipes de pays des Nations Unies dans leurs efforts visant à mettre en place des systèmes alimentaires durables par le plaidoyer, le renforcement des capacités, le partage des connaissances et l'appui à la préparation aux situations d'urgence et à l'organisation des secours.

31. Pour fournir un appui immédiat à court terme aux pays, le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale a institué un nouveau résultat régional au titre de l'objectif stratégique 5 sur le renforcement régional des capacités des pays à faire face aux répercussions de la pandémie de covid-19 sur l'agriculture et les systèmes alimentaires. Le programme de travail régional de la FAO 2020-2021 a été révisé en juin et juillet 2020 pour y intégrer des éléments de riposte à la covid-19 dans le cadre de programmation des trois initiatives régionales et pour soutenir l'action des gouvernements visant à diminuer les répercussions négatives de la covid-19 sur l'agriculture et les systèmes alimentaires. La FAO poursuit l'exécution du programme de travail régional 2020-2021 qui a été décidé d'un commun accord. Une fois révisé, 75 pour cent des résultats régionaux incluent désormais des activités liées aux suites données à la covid-19. Citons notamment: i) des études, des stratégies et des directives liées à la covid-19 qui incluent des chapitres ou des références spécifiques aux répercussions de la covid-19, telles que des protocoles d'accord avec des prestataires de services dans les Balkans occidentaux, en Ukraine et en Serbie; ii) un plan recouvrant des dialogues entre experts, des ateliers et des programmes de formation régionaux portant sur différents domaines techniques, qui ont été révisés pour les centrer sur les répercussions de la covid-19 et les actions visant à y faire face, ou pour intégrer ces aspects; iii) des programmes de coopération technique régionaux sur le développement rural, sur les dispositifs

⁷ Cette note de synthèse (en anglais) est disponible à l'adresse

https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf.

⁸ Pour en savoir plus, consulter <https://www.unece.org/index.php?id=54338>.

d'information sur les prix et les marchés et sur la nutrition qui ont été révisés pour faire face aux conséquences de la covid-19.

32. Vu le rôle important du secteur privé, le Bureau régional a organisé des réunions pour examiner conjointement les répercussions de la covid-19, qui ont porté en priorité sur les questions relatives aux mouvements transfrontières de marchandises, à l'accès aux intrants et aux répercussions négatives de la fermeture des hôtels, des restaurants et des entreprises de restauration ainsi qu'aux mesures visant à compenser cette décision. Il y a été donné suite en organisant des webinaires sur différents aspects de l'alimentation et de l'agriculture, tels que la nutrition, les petits agriculteurs et le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Cela a donné lieu à des débats francs et ouverts qui sont désormais librement accessibles sur les médias sociaux.

33. En raison de la nature sans précédent de la crise, il a fallu mettre à disposition une plateforme d'apprentissage et d'échange entre les acteurs de la région. En complément de la publication des notes de synthèse régionales et mondiales, le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale a favorisé les dialogues sur les politiques. Des hauts fonctionnaires de gouvernements ont été invités à prononcer des exposés liminaires lors de webinaires du Bureau régional⁹ et deux réunions ministérielles ont été organisées pour examiner les répercussions négatives de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture, discuter de l'efficacité des mesures visant à y remédier et suggérer des orientations stratégiques pour «reconstruire en mieux» au lendemain de la pandémie.

34. Pour terminer, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale coopère avec le secteur privé pour comprendre les répercussions de la covid-19 sur l'agriculture. Par exemple, dans le cadre de la plateforme OneSoil, des essais sont menés pour déterminer la véracité des problèmes recensés dans les enquêtes rapides en recoupant ces données avec les questionnaires des notes qui sont publiées régulièrement.

Programme d'intervention et de redressement pour la région

35. À l'échelle mondiale, la FAO a élaboré un programme complet d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19¹⁰ qui inclut un appui stratégique et coordonné pour atténuer les répercussions de la pandémie. Ce programme permet aux donateurs de s'appuyer sur le pouvoir fédérateur de l'Organisation. En collaboration étroite avec les bureaux décentralisés, le programme a permis de recenser les sept domaines d'action thématiques suivants:

1. **Plan de réponse humanitaire global:** faire face aux effets de la covid-19 et préserver les moyens d'existence dans un contexte de crise alimentaire.
2. **Données à l'appui de la prise de décisions:** mettre à disposition des données et des analyses de qualité afin d'appuyer efficacement les politiques relatives aux systèmes alimentaires et à l'objectif Faim zéro.
3. **Inclusion économique et protection sociale en vue de réduire la pauvreté:** aider les personnes démunies à faire face dans le contexte de la covid-19 afin de garantir une relance économique inclusive au lendemain de la pandémie.
4. **Normes en matière de commerce et de sécurité sanitaire des aliments:** faciliter et intensifier le commerce de produits alimentaires et agricoles pendant et après la pandémie de covid-19.
5. **Renforcement de la résilience des petits exploitants pour les aider à se relever:** protéger les plus vulnérables, favoriser la relance économique et renforcer les capacités en matière de gestion des risques.

⁹ D'autres informations sur ces webinaires sont disponibles à l'adresse <http://www.fao.org/europe/resources/webinars/en/>.

¹⁰ Pour en savoir plus, consulter <http://www.fao.org/partnerships/resource-partners/covid-19/fr/>.

6. **Prévention de la prochaine pandémie zoonotique:** consolider et développer l'approche «Une seule santé» pour prévenir les pandémies d'origine animale.
7. **Transformation des systèmes alimentaires:** construire dans une optique de transformation pendant la période d'intervention et de redressement.

36. En Europe et en Asie centrale, la réponse programmatique régionale de la FAO face à la covid-19, qui a été élaborée à partir des trois initiatives régionales, s'inscrit dans le prolongement de ces sept domaines pour perfectionner les interventions ciblées sur les besoins des pays prioritaires sélectionnés¹¹. Le tableau 1 expose les liens qui existent entre les réponses programmatiques face à la covid-19 de la FAO et du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale ainsi que les interventions ciblées correspondantes¹².

37. Le 7 octobre 2020, le Bureau régional a organisé un dialogue pour l'Europe et l'Asie centrale pour consulter les partenaires actuels et potentiels sur les possibilités d'améliorer et d'exécuter l'action qui est proposée dans la région, en tirant parti des données, des innovations et des investissements responsables.

38. Parallèlement à ces interventions ciblées, la FAO dans la région a procédé au suivi des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire en menant des enquêtes rapides, a fourni un appui méthodologique aux Membres et aux bureaux de pays pour évaluer ces conséquences, a apporté des contributions aux travaux d'autres parties prenantes et organisations internationales, y compris le Cadre des Nations Unies pour la réponse socioéconomique du Secrétaire général¹³, et a ajusté ses programmes nationaux et régionaux pour intégrer les actions menées pour faire face à la covid-19 dans les projets en cours.

Tableau 1. Interventions ciblées de la FAO dans la région Europe et Asie centrale

Plan de réponse de la FAO	Initiative régionale principale	Action proposée
Inclusion économique et protection sociale en vue de réduire la pauvreté	Autonomiser les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les jeunes, améliorer les moyens d'existence ruraux et réduire de la pauvreté	a) Renforcer la production alimentaire locale en luttant contre l'abandon des terres et en améliorant les structures des exploitations
		b) Promouvoir le développement communautaire intégré en tenant compte de la protection sociale et de la migration
Transformation des systèmes alimentaires	Transformation des systèmes alimentaires et intégration des marchés	c) Promouvoir des chaînes de valeur locales durables au moyen de systèmes alimentaires perfectionnés pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition
		d) Investir de manière responsable dans des systèmes alimentaires résilients et durables, en tenant compte des chaînes de valeur et des entreprises du secteur alimentaire

¹¹ Les pays prioritaires sélectionnés sont l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, le Kirghizistan, la Macédoine du Nord, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, la Serbie et le Tadjikistan. La liste des pays ciblés est constamment révisée et élargie, au besoin, dans un souci d'adaptation à l'évolution de la situation de la pandémie.

¹² Conformément au *Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19*, toutes les mesures incluent, de manière transversale, l'initiative régionale 3 sur la gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique.

¹³ Pour en savoir plus, consulter <https://unsdg.un.org/fr/resources/cadre-des-nations-unies-pour-la-reponse-socio-economique-immEDIATE-la-covid-19>.

Commerce et normes en matière de sécurité sanitaire des aliments	Transformation des systèmes alimentaires et intégration des marchés	e) Promouvoir le commerce régional et les normes de sécurité sanitaire des aliments
		f) Consolider l'analyse des marchés et procéder au suivi des marchés et des politiques à l'échelle nationale et régionale
Améliorer la résilience des petits exploitants à l'appui du relèvement	Autonomiser les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les jeunes, améliorer les moyens d'existence ruraux et réduire de la pauvreté	g) Renforcer la résilience des petits exploitants agricoles pour qu'ils se relèvent dans le contexte de la covid-19 en Asie centrale
Prévenir la prochaine pandémie due à une zoonose	Transformation des systèmes alimentaires et intégration des marchés	h) Prévenir les pandémies d'origine animale en appliquant le principe général «Un monde, une santé»
Données à l'appui de la prise de décisions	Autonomiser les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les jeunes, améliorer les moyens d'existence ruraux et réduire de la pauvreté	i) Réaliser des évaluations rapides à plusieurs reprises pour procéder au suivi de l'insécurité alimentaire

IV. Conclusions et recommandations

39. La covid-19 a mis à nouveau en évidence l'importance de résoudre les problématiques de production alimentaire locale, de liens entre les zones rurales et les zones urbaines et de consommation durable des ressources naturelles locales, qui nécessitent une action territoriale et intersectorielle. Par exemple, le développement rural local intégré est un outil complet permettant de répondre aux besoins et de faire face aux contraintes à l'échelle locale et de tirer parti des possibilités locales dans le cadre d'un processus inclusif et participatif guidé par la collectivité.

40. La covid-19 a renforcé la nécessité pour la FAO d'adopter une vision allant au-delà de l'alimentation et de l'agriculture, et de se pencher sur les systèmes alimentaires de la région. Cette vision nécessite des approches interdisciplinaires et intradisciplinaires englobant, entre autres, une résilience aux chocs et incluant des mesures pour faire face aux changements climatiques, à la dégradation des terres, à la perte de biodiversité, aux pénuries d'eau, aux organismes nuisibles et aux maladies, et pour favoriser l'accès aux marchés, l'égalité entre les sexes et l'emploi rural décent. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale continuera de fournir l'appui politique et technique nécessaire aux agriculteurs et aux systèmes de production, conformément aux indications données dans le document «Résultats et priorités de la FAO dans la région»¹⁴. À court terme, cependant, la FAO devrait fournir aux gouvernements de la région des conseils sur les choix de politique pour les aider à rendre leurs systèmes alimentaires résilients dans le cadre de cette crise.

41. La covid-19 est sans précédent, mais les opérateurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire de la région en ont rapidement tiré les leçons. Les gouvernements, l'ONU, les organisations de la société civile, les entreprises du secteur alimentaire et les populations locales déploient également des efforts acharnés pour faire face aux répercussions négatives de la pandémie. Dans la région, les systèmes alimentaires ont jusqu'à présent fait preuve de flexibilité. Cependant, il est fortement probable que la pandémie persiste tant qu'un ou plusieurs vaccins n'auront pas été mis au point, ne seront pas devenus largement disponibles et ne seront pas largement utilisés. La flexibilité et la résilience dont nous avons été témoins pourraient atteindre des points de rupture si la crise actuelle se prolongeait. Les systèmes alimentaires risquent de ne pas être suffisamment résilients et la communauté internationale doit rester en alerte, suivre étroitement l'évolution de la situation et mettre au point des plans d'urgence.

¹⁴ Pour en savoir plus, consulter le document ERC/20/5 Rev.1 «Résultats et priorités de la FAO dans la région» disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/nc229fr/nc229fr.pdf>.

En règle générale et d'après les évaluations d'impact initiales qui ont été réalisées au titre du Cadre des Nations Unies, l'agriculture a été moins touchée par la covid-19 que les autres secteurs de l'économie dans la région. À ce titre, le secteur agroalimentaire est idéalement placé pour jouer un rôle fondamental dans la relance économique dans la région.

42. Comprendre la nature multidimensionnelle et multipartite des systèmes alimentaires est un défi, mais la covid-19 offre l'occasion au Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale de circonscrire les points forts et les points faibles, d'améliorer la connectivité aux différents stades de la chaîne de valeur et de réévaluer le rôle central qui est joué par les systèmes alimentaires locaux, les chaînes de valeur locales et les liens entre zones urbaines et zones rurales pour ne laisser personne de côté.

43. La covid-19 entrave toutes les activités économiques, y compris l'activité agricole. Bien que les perspectives de récolte dans la région soient encourageantes pour 2020 et bien que la disponibilité des aliments ne soit pas compromise à court terme, les pays doivent s'occuper de la situation financière des entreprises agroalimentaires. Dans la production alimentaire, les choix qui sont opérés ne se concrétisent que des mois plus tard et si l'on n'allège pas dès aujourd'hui les difficultés financières des producteurs et des opérateurs des chaînes d'approvisionnement alimentaire, cela ne pourra qu'aboutir ultérieurement à des problèmes de disponibilité alimentaire.

44. En complément de l'agriculture, les pays et les populations locales pourraient évaluer les répercussions positives ou négatives sur le statut nutritionnel, l'obésité, l'accès à un régime alimentaire diversifié et les comportements sur l'alimentation en général. Les changements de consommation et d'habitudes d'achat pourraient avoir des répercussions à plus long terme sur le système alimentaire. Les dernières tendances incluent l'émergence de la vente directe entre petits agriculteurs et consommateurs (par l'intermédiaire des points de vente au détail de proximité et des sites web et plateformes en ligne), la recrudescence d'initiatives locales de réduction des déchets alimentaires et la distribution de denrées alimentaires aux personnes les plus vulnérables de nos sociétés. Bien que le nouveau coronavirus ne se transmette pas par l'alimentation, les consommateurs accordent une plus grande attention à l'hygiène, à leurs choix alimentaires et à la manipulation des aliments.

45. Les données disponibles montrent que la couverture sociale pour faire face aux répercussions négatives de la covid-19 est insuffisante dans les zones rurales. L'action publique est nécessaire pour renforcer la capacité à venir en aide aux groupes vulnérables dans les régions rurales et accroître la résilience face aux répercussions de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des travailleurs sans terre, des petits agriculteurs et des autres groupes vulnérables, tels que les jeunes, les femmes et les migrants. Cela inclut la promotion des mesures de diversification des revenus, de développement communautaire et de protection sociale (associant les espèces et une autre forme d'aide).

46. Les pays devraient soutenir la transformation des chaînes de valeur alimentaire pour en faire la colonne vertébrale de systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition. Les systèmes alimentaires modernes utilisent de manière intensive les technologies de l'information et des communications. En Europe et en Asie centrale, les petits agriculteurs, entre autres, veulent adopter les nouvelles technologies. Pour combler la fracture numérique dans les régions rurales de la région, les gouvernements pourraient utiliser des processus participatifs regroupant tous les acteurs, des secteurs public et privé, pour recenser les obstacles qui doivent être levés, déterminer les meilleurs moyens d'y parvenir et définir quand intervenir en partenariat.

47. Finalement, les bouleversements qui ont résulté des mesures visant à enrayer la covid-19 ont renforcé le rôle des marchés pour garantir la sécurité alimentaire. Les pays doivent créer un environnement porteur qui contribue à la circulation des produits alimentaires et agricoles, à l'intérieur de leurs frontières comme à l'étranger, pour que les prix puissent être arrêtés et que les acteurs du commerce puissent optimiser l'utilisation des denrées alimentaires, non seulement sur les territoires nationaux, mais aussi dans toute la région.